



Lundi 13 avril 2026

## **Bombardements meurtriers, blocus maritime : Trump et Netanyahou embrasent toujours le Moyen-Orient**

**Mardi 7 avril, Donald Trump menaçait d'« effacer une civilisation »... avant de conclure un cessez-le-feu avec l'Iran, moyennant la réouverture du détroit d'Ormuz. Mais après une première journée de négociations vendredi 10 avril, le vice-président des États-Unis, J.D. Vance, a claqué la porte. Le lendemain, Trump a menacé de refermer le détroit d'Ormuz, puis d'organiser un blocus des ports iraniens. Le prix du baril de pétrole a de nouveau bondi sur les marchés internationaux.**

Si le cessez-le-feu en Iran et autour du golfe Persique est précaire, il ne concerne pas le Liban. Plus de 350 personnes ont perdu la vie dans les bombardements israéliens mercredi 8 avril, et encore des dizaines les jours suivants. Depuis début mars, le bilan est de plus de 2 000 morts.

### **Une guerre contre les peuples et les classes populaires**

Trump prétend avoir obtenu une « victoire totale » contre l'Iran et son programme nucléaire. Mais, entre menaces de destruction totale, ultimatums, phases d'apaisement et main tendue au régime, il semble surtout en grande difficulté pour imposer sa loi, alors que ses alliés du Golfe veulent un retour au calme, que son partenaire israélien pousse en sens inverse, et que sa politique est massivement contestée aux États-Unis.

Personne ne pouvait sérieusement croire que les bombes de Trump et Netanyahou aideraient les classes populaires d'Iran à se libérer de leur régime oppresseur. Et de fait, il tient bon, pour le moment. Alors qu'en décembre et janvier, un soulèvement populaire avait fait trembler le régime, les bombardements n'ont abouti qu'à terroriser davantage la population et donner un prétexte au régime pour renforcer la répression. Depuis fin mars, au moins sept personnes arrêtées lors des manifestations ont été mises à mort et plusieurs dizaines, dont des mineurs, risquent l'exécution à tout moment.

### **À bas la participation française !**

Les grandes puissances et leurs alliés ne défendent que leurs intérêts, leur mainmise sur les ressources et le fruit du travail des classes

laborieuses. La France et les pays européens n'échappent pas à cette règle.

Macron a beau désapprouver la guerre, et même refuser certaines demandes de Trump, la France n'est pas moins partie prenante lorsqu'elle envoie en Méditerranée orientale et dans le Golfe son porte-avions, ses frégates et ses sous-marins, lorsqu'elle participe à des missions de surveillance et à l'interception de drones et de missiles, ou qu'elle se propose de déminer le détroit d'Ormuz.

Et si le gouvernement français s'émeut du sort du peuple libanais, c'est toujours pour dédouaner le gouvernement israélien du sang qu'il a sur les mains. Sa seule ambition est de maintenir son influence au Liban et l'implantation de ses grandes entreprises. Au risque de replonger le pays dans une guerre civile, qui aura pour cibles les classes populaires chiites du sud du pays.

En France, le gouvernement fait tout pour empêcher la dénonciation des crimes des puissances impérialistes et de leur complice israélien. C'est ce que montrent les intimidations et arrestations de militantes et militants de la solidarité avec la Palestine et le projet de loi Yadan qui assimile critique de l'État israélien et antisémitisme. Mais ici comme ailleurs, aucune mesure ne fera taire la révolte et la solidarité internationale des exploités !

### **Manifestation contre la guerre**

**À Paris, un rassemblement aura lieu à Paris ce vendredi 17 avril contre la guerre au Moyen-Orient et la participation française.**

**Rendez-vous 19 heures place de la République.**

**Blocage de notre étroit salaire**

Avec un Gazole à 2,30 €, et tout le reste qui augmente, il est urgent d'augmenter les salaires pour tous. Et que la direction paie à 100 % les multiples jours de chômage qu'elle nous impose. Mettons fin à l'embargo sur notre salaire, en lui mettant la pression !

**PMT : Petit Moment Théâtre**

Jeudi matin prochain, la direction organise une réunion avec les élus du personnel pour parler de « l'état d'avancement du Plan Moyen Terme » (l'avenir du site). On aura droit à de nouveaux mensonges, ou va-t-elle recycler les anciens ?

La direction déroule son plan et sa propagande pour le passage à 1 équipe puis la fermeture. À nous les travailleurs de nous préparer à la contre-offensive. Non à la fermeture ! On ne partira pas avec des cacahuètes !

**Les paroles s'envolent...**

La direction explique sur tous les tons que l'usine ne va pas fermer. Elle oublie de dire qu'il n'y aura presque plus personne dedans. Elle affirme que chaque salarié aura un emploi... mais elle oublie de dire que son objectif c'est que ce soit dehors, après avoir été éjecté avec trois fois rien. Avec le risque pour nous d'une période de chômage et une baisse de salaire.

De toute façon, elle peut faire toutes les promesses qu'elle veut, elle refuse systématiquement de signer des garanties écrites, précises et fermes pour chacun des 2 000 salariés : preuve encore de sa malhonnêteté.

**La spéculation immobilière est sa priorité**

Depuis les élections, avec les nouveaux maires, les tractations dans notre dos ont repris entre les milliardaires qataris du PSG, les maires de Poissy et Paris. Que le PSG fasse son PSG Land à la place de notre usine ou ailleurs, ça ne change rien au but que s'est fixé la direction : grosse plus-value en vendant le terrain.

**Trucage apparent**

La direction a pris la décision de ne pas faire cotiser pendant 12 mois (puis 3 mois à 50 %) les cotisations mutuelles et prévoyance. Ce n'est pas de la générosité, ça ne lui coûte rien. Elle nous rend juste notre argent car on a trop cotisé. Ce tour de passe-passe ne va pas nous faire oublier qu'on est mal payé.

**La force de la solidarité**

Emboutissage, Ligne 110, équipe B, jeudi 2 avril, en 30 minutes de débrayage, les salariés ont obtenu 1 poste cariste supplémentaire pour chacune des 2 équipes. Les chefs ont vite cédé car ils ont eu peur de perdre trop de production et que la grève s'étende (car les sujets de mécontentement ne manquent pas). Un bon exemple à suivre : on gagne quand on est solidaire entre nous.

**Investissement... pour compacter les effectifs**

Stellantis Sochaux a fait une journée porte-ouverte pour les journalistes et montrer son nouveau bâtiment

Peinture : il a coûté 120 millions d'euros, il est 4 fois plus petit en surface que l'ancien, il consommera 30 % d'énergie et 50 % d'eau en moins, sans utiliser de gaz, avec l'utilisation d'un procédé nouveau similaire au jet d'encre d'une imprimante... tout pour épater la galerie.

Mais il y a l'envers du décor. Cette nouvelle Peinture va fonctionner pour produire 350 voitures par équipe... de 30 salariés seulement ! Quand le patron investit ce n'est pas pour sauver l'emploi mais pour faire des économies, y compris contre l'emploi, et c'est surtout une occasion pour lui de se faire un paquet de fric.

**Titanic : les boss chantent quand l'emploi coule**

Les patrons de Forvia (sous-traitant automobile de 140 000 salariés) viennent de faire réaliser un clip chanté pour vanter les valeurs positives de l'entreprise et souder le personnel.

Au moment précis où les patrons sont en train de dessouder l'emploi : 10 000 suppressions de postes en Europe dont 1 000 en France.

**Un repreneur fantôme et furtif**

Les patrons du fonds d'investissement Europlasma des Fonderies de Bretagne (sous-traitant automobile de Renault) sont en négociation pour revendre l'usine à un acheteur secret.

Achetées il y a quelques mois pour produire aussi des obus, les Fonderies de Bretagne n'en n'ont fabriqué aucun. Chez eux aussi les nouvelles activités industrielles, la diversification, c'est surtout du pipeau. Ces ventes et reventes se font en toute opacité, contre l'emploi et avec la complicité de l'État.

**Toujours près de 350 000 emplois menacés ou détruits**

La CGT a actualisé les chiffres des emplois supprimés et menacés entre septembre 2023 et mars 2026. Elle parle de 550 plans de suppressions d'emplois, équivalent à près de 130 000 emplois en moins, dont 60 000 dans l'industrie. En comptant les emplois induits, 350 000 emplois auraient donc été détruits ou seraient encore menacés depuis 2023.

Dos au mur et isolés, nous risquons d'être vaincus les uns après les autres. La détermination à l'intérieur d'une entreprise menacée dépend aussi des liens et perspectives à l'extérieur avec d'autres ouvriers !

**Dîner de cons chez les grands patrons**

Pour 2027, le RN étale sa démagogie raciste et mène aussi campagne auprès des capitalistes. Le 7 avril, Marine Le Pen déjeunait avec 15 d'entre eux, dont les PDG de Total, Engie et Accor, Bernard Arnault et un fils Bolloré. Coup de foudre : Bardella se réjouit que les patrons « se rendent compte que nos constats et nos solutions leur sont favorables » et ceux-ci constatent que les élus RN sont « ceux qui ont le plus envie de plaire au monde patronal ». Bardella candidat pour continuer le sale boulot de Macron contre les travailleurs.